

Déclaration 19 03 2019

Nous sommes 1200 manifestants à Tarbes aujourd'hui !

La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles. Cette réaction populaire est partie d'une colère. Cette colère, depuis plus de 4 mois, a bousculé le gouvernement et sa majorité.

La situation dans laquelle nous sommes, ce n'est pas l'échec des organisations syndicales, c'est l'échec de ceux qui n'ont pas entendu nos revendications.

Alors que les annonces faites par le président de la République ou son gouvernement n'ont pas répondu aux attentes, alors que des lois portant atteinte aux libertés syndicales

– Et nous ne laisserons pas les élus et délégués syndicaux se faire réprimer sans réagir car la liberté syndicale est une liberté fondamentale-

Alors que les lois portent atteintes à manifester sont votées, que les prix des produits de consommation courante continuent à la hausse, que la suppression de l'ISF n'est pas remise en cause, que le chômage progresse... Le « grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, ni encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales

Un sondage, publié début mars par IFOP-FIDUCIAL, fait apparaître que plus de 6 français sur 10 soit 62% en progression de 2%, pensent qu'Emmanuel Macron et le gouvernement ne prendront pas en compte les propositions et demandes formulées par les Français dans le cadre du grand débat. Cela démontre, de toute évidence, que les attentes sociales, relayée par le mouvement social actuel, sont d'une toute autre teneur.

Il y a urgence à compenser les pertes de pouvoir d'achat subies et accumulées depuis plusieurs années : Par une augmentation du smic : 1450 € net ; Par une revalorisation des retraites et des pensions ; Par la généralisation du prime transport ; Par l'augmentation de l'aide à la mobilité pour les demandeurs d'emploi. Sur notre département, les salariés de l'usine TOUPNOT se battent depuis 2 mois pour le maintien de leur entreprise à Lourdes. Ils ont proposé un projet de relance de l'activité sur le site cependant ils craignent un déménagement des machines de la part de la direction !!!

Ils sont mobilisés pour contraindre COFIGEO à mettre en place l'atelier relai qui leur permettrait de conserver les fournisseurs et les clients...

COFIGEO doit maintenir l'activité sur Lourdes. Les salariés ne lâcheront rien, ils ont besoin de votre soutien, Je vous invite à signer la pétition pour l'emploi, pour l'avenir du département et de nos familles TOUPNOT doit vivre !

Pour les jeunes, les difficultés ne cessent de croître : sélection, réforme du lycée et de la voie professionnelle, hausse des frais d'inscription des étudiant-es étranger-ères hors UE, progression de la précarité étudiante et gel des prestations sociales, ne font qu'attaquer le droit d'étudier.

Au niveau des écoles maternelles, c'est le financement des structures privées qui est développé au détriment du public. Les écoles élémentaires sont regroupées dans de grandes structures loin des lieux de vie. Les villages perdent leurs écoles et leur capacité de décision dans ce domaine. La loi organise aussi la tutelle des écoles par les collèges dans l'optique de fermer toutes les écoles rurales.

Dans l'enseignement secondaire, c'est le remplissage des classes bien au-delà du raisonnable en collège et lycées. L'accumulation des réformes a fragilisé le travail des enseignants. La réforme du bac impose des choix d'orientation trop précoces et induit un recul de la valeur nationale du diplôme.

STOP ! A LA REFORME DES RETRAITES

La réforme annoncée vise à la création d'un régime unique par point, synonyme d'individualisation et d'incertitude permanente et de remise en cause des régimes spéciaux...

Depuis hier, les annonces faites par Muriel Pénicaud ne font que confirmer les craintes d'une réforme des retraites ou l'âge de départ serait à 65 ans... C'est inacceptable !

Il faut maintenir les cotisations à 100% lorsque on passe à temps partiel ; une retraite décente avec le rétablissement du bonus pour les enfants ...

Les agents de la Fonction publique et leurs missions sont au cœur des visées régressives du pouvoir exécutif. Macron souhaite légiférer par ordonnances dès juin 2019 contre le statut des fonctionnaires. Ce texte est porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population aggravant encore les inégalités. Après le gel de la valeur du point d'indice et le rétablissement du jour de carence, c'est la casse du statut avec un recours massif aux contractuels synonyme de précarité accrue et d'affaiblissement de la garantie de neutralité des agents publics, la suppression massive des postes, l'accentuation des éléments individuels de rémunération favorisant le clientélisme, l'abandon des missions de service public, la mobilité forcée et le démantèlement des organismes consultatifs qui remettent en cause les mandats syndicaux

Pour peser, les OS alertent les élus pour exprimer leur opposition au projet attachés au principe qui font ceux de la fonction publique et au statut général des fonctionnaires qui représentent une réelle garantie d'égalité entre les usagers,

Elles appellent à conforter le modèle social.

La loi « santé 2022 », c'est l'annonce d'une nouvelle dégradation de l'offre de soin. L'exercice partagé ville/hôpital ne bénéficie déjà qu'à l'activité libérale, excluant une grande partie de la population ! Nous avons besoin d'une vraie politique sociale qui réponde aux besoins des populations en matière de soin !

La coupe est plus que pleine : elle déborde ! L'heure est à la mobilisation de toutes et tous. Dans ce contexte, il s'agit de gagner l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux, l'égalité femmes-hommes et un véritable droit à l'éducation et à la formation. Il s'agit aussi de renforcer notre protection sociale et notre système solidaire de retraite par répartition. C'est dans ce but que nos organisations syndicales appellent à l'élargissement et l'amplification de la mobilisation sociale.

CE QUE L'ON A GAGNÉ, NE LE PERDONS PAS !!!

Les OS alertent et engagent d'ores et déjà diverses initiatives à venir. Toutes les initiatives de différentes formes décidées participent à la dynamique pour construire le rapport de force que nous avons besoin pour gagner !!!